

Pascal Lamy

1. La démondialisation est une mauvaise réponse
2. The main problem with globalisation is too little governance

La démondialisation est une mauvaise réponse

Pascal Lamy, *Le Monde*, 1^{er} juillet 2011

Propos recueillis par Alain Faujas

Les appels à la démondialisation et au protectionnisme se multiplient dans la classe politique française, de Jean-Luc Mélenchon à Marine Le Pen. Pascal Lamy, directeur général de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), critique ces propositions.

Etes-vous étonné du retour du débat sur les bienfaits du protectionnisme et de la démondialisation ?

Pascal Lamy : Je vois monter depuis deux ans ce débat... qui n'est pas un mauvais débat même s'il est très franco-français. La mondialisation est une transformation gigantesque des économies et des sociétés, dont on avait sous-estimé l'ampleur et la rapidité. Elle rebat les cartes d'un jeu qui n'avait bougé que lentement jusqu'à présent. Dès 1999, au Parlement européen, j'avais dit que la mondialisation avait ses bons et ses mauvais côtés, et qu'elle devait être "*maîtrisée*". Je n'étais pas et ne suis pas devenu un apôtre de la "*mondialisation heureuse*". Les turbulences qu'elle engendre sont vécues d'autant plus dans l'angoisse qu'elles frappent des pays qui se trouvaient en tête du classement de la richesse mondiale. Mais la démondialisation est une mauvaise réponse à cette bonne question. C'est un concept réactionnaire.

Pourquoi ?

Parce que le phénomène est parti pour durer. Les moteurs de la mondialisation sont technologiques : le porte-conteneurs et Internet. Gageons que la technologie ne reviendra pas en arrière ! Vouloir démondialiser, c'est jeter le bébé avec l'eau du bain. Et même si c'était souhaitable, ce ne serait plus possible. On n'est plus au temps où le tsar et le roi de France passaient des accords de commerce entre eux. Aujourd'hui, les frontières entre le commerce international et le commerce domestique s'effacent. Les chaînes de production se sont globalisées pour gagner en efficacité. Cela signifie que freiner vos importations revient à pénaliser vos exportations. Sans compter la riposte de partenaires qui ne sont pas naïfs.

Beaucoup en France font comme si l'économie nationale était asservie aux pays émergents, et surtout à la Chine, en raison de leur dumping environnemental et social. Les chiffres ne disent pas cela : les deux tiers du commerce français sont réalisés avec l'Union européenne. C'est en Europe que les parts de marché françaises diminuent, et c'est dans le reste du monde qu'elles progressent.

Dumping environnemental ? Il faut y regarder de plus près : les produits industriels qu'exporte l'Europe sont plus riches en carbone que ses importations en provenance du monde en développement.

Dumping social ? Ce terme mélange des notions différentes. Le vrai problème, c'est le respect des droits fondamentaux : le droit syndical, le travail des enfants, l'égalité hommes-femmes, etc. Dans ce domaine, l'Organisation internationale du travail (OIT) a pour tâche de construire un socle commun minimum, tâche malaisée puisqu'il faut mettre d'accord le Bangladesh et le Canada.

Compétitivité salariale induite ? Pas évident, même si la Chine emploie pour le même prix huit salariés quand l'Europe en rémunère un seul. Mais les salaires chinois progressent à la cadence de 15 % à 20 % par an, ce qui change considérablement la donne.

Reste l'angoisse des bouleversements de la mondialisation...

Il faut entendre cette anxiété, mais elle est minoritaire dans le monde. En Asie, en Afrique et en Amérique latine, on y voit surtout des perspectives positives. Des réponses aux perturbations douloureuses que vivent les populations occidentales sont nécessaires, mais en utilisant d'autres formes de protection que le protectionnisme, qui ne protège pas.

Il faut une régulation qui équilibre et maîtrise le jeu des forces en présence. En matière de finances, les Etats-Unis et le Canada n'ont pas vécu la crise de la même façon. Les premiers ont explosé sous l'impact des subprimes, alors que l'économie canadienne n'a pas vacillé du tout.

Comment expliquer ce découplage, alors que les deux pays vivent en symbiose ? Le Canada dispose d'une régulation efficace, et les Etats-Unis, non. Ce n'est pas la mondialisation qui fait problème, mais l'insuffisance de garde-fous, de régulations.

Comment expliquer que certains profitent de la mondialisation et d'autres pas ?

C'est une affaire de culture, de consensus, de sécurité sociale au sens large, de politique industrielle, d'innovation et de qualification de la main-d'œuvre. En fait, c'est le système éducatif qui est le moteur principal du développement.

Les négociations de Doha, destinées à abaisser les obstacles au commerce mondial, patinent depuis dix ans. Pourquoi ?

Ces négociations, qui sont très avancées, ont buté récemment sur un problème d'ordre géopolitique. Les Etats-Unis veulent aligner l'Inde et la Chine sur les pays développés dans certains secteurs industriels. Qu'est-ce qu'un pays émergent ? Un pays développé pauvre ou un pays en développement riche ? Faut-il leur appliquer toutes les règles qui s'appliquent aux pays développés ? Ils affirment qu'ils ont encore trop de déshérités chez eux et qu'ils ont encore besoin de flexibilité en cas de coup dur.

L'OMC et son ancêtre le GATT ont, de tout temps, prévu des règles spécifiques pour les pays en développement : les pays riches ne sont pas traités comme les pays émergents, qui ont eux-mêmes plus de contraintes que les pays les moins avancés. Ce nouvel équilibre est aussi difficile à négocier à l'OMC qu'en matière de changement climatique.

Devant ce blocage, vous avez décidé de tronçonner la négociation et de ne parler que de ce qui concerne les pays les moins avancés. Est-ce conforme au mandat de Doha ?

Tout à fait. Rien n'est acquis tant que les 153 membres de l'OMC ne sont pas d'accord sur tous les points de la négociation, mais le mandat dit aussi qu'il est possible d'effectuer "*une récolte précoce*".

Il s'agit seulement de modifier le calendrier, sans abandonner le but global. Nous allons tenter de nous focaliser sur le développement des pays les moins avancés, en éliminant les restrictions tarifaires ou quantitatives qui frappent leurs exportations. Et réformer les procédures, simplifier les formalités, accélérer le transit, de manière à diminuer les coûts de traitement des échanges commerciaux. A Singapour, où ces formalités sont les plus efficaces du monde, une opération de dédouanement et de traitement d'un conteneur nécessite quatre formulaires et 450 dollars. Dans d'autres pays, il faut dix formulaires et 4 000 dollars. Ce sont des "frottements" encore plus nuisibles pour les échanges que les droits de douane. Nous verrons, lors d'une réunion ministérielle à Genève à la mi-décembre, si un accord est possible sur ces sujets.

N'êtes-vous pas pessimiste après de si longues discussions ?

Je ne suis ni pessimiste ni optimiste, mais activiste. D'autres discussions internationales ont connu des délais plus longs encore. Tout dépendra des hommes. Comme toute construction humaine, elle peut réussir ou échouer. C'est une négociation.

[The main problem with globalisation is too little governance](#)

Pascal Lamy, June 2011

GENEVA, Jul (IPS) Globalisation dominates our era, but it is an increasingly fragile dominance. Even as global integration delivers enormous benefits -growing wealth, spreading technology, the rise of billions of people in the developing world- it also creates new risks -financial instability, economic imbalances, environmental stresses, growing inequalities, cyber penetration- that we seem to have difficulty managing.

This is not a new concern. Since the industrial revolution, market capitalism's power to generate both incredible progress and enormous disruption -what Joseph Schumpeter called "creative destruction"- has preoccupied governments. And globalisation is nothing if not the worldwide technology-driven spread of market capitalism, a process that has been unfolding, in fits and starts, for three hundred years.

Karl Marx was wrong about a few things, but he was surely right about capitalism's inherent tensions and contradictions. "Capitalism has created more massive and more colossal productive forces than have all preceding generations together," he wrote in 1848, but it also represents the "uninterrupted disturbance of all economic and social conditions, everlasting uncertainty and agitation." Market capitalism, Marx fatalistically argued, contains the seed of its own destruction.

A century later, Karl Polanyi used similar arguments to explain why the open economy of the 19th century suddenly collapsed in the early 20th century, overtaken by war, economic depression, and totalitarianism. Open markets need social and political cohesion to work, he argued, but paradoxically free markets, left unconstrained, soon undermine this cohesion. Individualism and competition are rewarded, but at the expense of equality and community.

The catastrophic end of the 19th century's version of globalisation offers a cautionary tale for our age. Beneath the progress of this first age of globalisation, problems and tensions were building. Many sparks ignited the First World War but the one unifying cause was the disintegration of international trust and the break-down of political co-operation. It took thirty years, two world wars, and the Great Depression for the world to begin to rebuild the economic system it had lost.

The post-war economic order succeeded spectacularly -so spectacularly that globalisation is now eclipsing it.

Perhaps the biggest change is globalisation's impact on the geopolitical landscape. Globalisation has both enabled and rewarded a shift in production, investment, and technology to emerging economies. The result, as Martin Wolf put it recently, is that the periphery is becoming the core and the core is becoming the periphery. The US remains a key player but it is no longer dominant. Fast-rising powers like China, India, Indonesia, and Brazil play a role that was unimaginable even twenty years ago while smaller developing countries want a say in a system in which they have a growing stake.

Make no mistake, globalisation is a revolutionary force. The world economy is eight times larger than it was in 1950 and world trade has expanded 33 times since then. Two decades ago, the internet did not exist. Now two billion people -a third of humanity- use the internet every day; four billion people have mobile phones. Over three billion people in China, India, Indonesia and other developing countries are achieving in a generation what it took the West a century or more to achieve.

Yet for all our successes, globalisation remains a discontented dream. The recent financial crisis -and the "Great Recession" which followed- was merely the most cataclysmic in a series of global financial shocks that included the collapse of the European Exchange Rate Mechanism in the 90s, the peso crisis in 1995, the Asian crisis in 1997, the Russian crisis in 1998, and may include Europe again if the current sovereign debt problems are not resolved.

The essential problem today is that there is too little governance of globalisation. Our institutions, policies, and mind-sets have not caught up with the integrated and interconnected world that we have created. The first age of globalisation fell apart because there was no effective political and policy response to profoundly changing economic and social conditions.

Stating the problem is the easy part. Providing answers is more difficult, and implementing them is more difficult still. One challenge is to re-invent international institutions, which were once universally idealised and are now almost universally disparaged. Replacing the G-8 with the G-20 was an important step, an acknowledgment of today's multipolar world, and a tangible sign that the system can reform and adapt.

But this is clearly insufficient. And re-inventing our institutions is not about building more agencies and more vertical silos. It is about "networking" institutions in a better way ensuring that the WTO, the IMF, the World Bank, and the vast UN system operate as a more coherent whole, not a patchwork of fiefdoms.

The real challenge today is to change our way of thinking, not just our systems, institutions or policies. We need the imagination to grasp the immense promise -and challenge- of the interconnected world we have created. The future lies with more globalisation, not less: more co-operation, more interaction between peoples and cultures, an even greater sharing of responsibilities and interests.

Multilateralism may be messy, frustrating, two steps forward and one step back. But the fiction that there is an alternative is naive and dangerous. Naive because it ignores that we are becoming more, not less, dependent on one another. Dangerous because it risks plunging us back into our divided past -with all of its conflicts and tragedies. It is too often tempting for politicians to mobilise proximity, which defines belonging and identity in opposition to "the others", the "foreigners".